

Qui, à part Valeurs Actuelles, s'inquiète de l'effroyable plan "islamophobie" du site lesmusulmans.fr ?

écrit par Christine Tasin | 29 novembre 2019



Nous avons déjà porté à la connaissance de nos lecteurs les projets hallucinants, écrits noir sur blanc, de Marwan Muhammad, celui qui fait crier Allah Akbar en plein Paris.

<https://lesmusulmans.fr/plan-lutte-islamophobie/>

François des Groux parlait dans son article de "plan diabolique", le mot n'est pas trop fort.

[...]

[Ces derniers temps](#), avec les islamistes, c'est de mieux en mieux ou, plutôt, de pire en pire.

Un islamiste, c'est sans vergogne, ça n'a jamais de compassion, c'est plein de rodomontades, ça n'a jamais honte

et c'est à ça qu'on le reconnaît.

.

Après tant d'attentats et de victimes assassinées au nom de sa secte, les voilà élaborant un grand « Plan contre l'islamophobie », incroyable et cynique modèle d'inversion accusatoire faisant passer les lanceurs d'alerte et de lardons, les blasphémateurs et ceux qui ne peuvent plus blairer islam, barbus et voilées pour d'éventuels terroristes puissance 10.

.

Voici les principaux points de ce plan diabolique concocté par la plateforme coopérative « L.e.s Musulmans », émanation du CCIF de Marwan Muhammad, de sociologues indigénistes (Nacira Guénif-Souilamas, Saïd Bouamama...) en collaboration avec... les collabos de la sociologie gauchiste-islamo-dhimmie (Patrick Simon, Julien Talpin...).

Le tout hébergé en parfaite symbiose charia-compatible par le site Médiapart d'Edwy Plenel, pour une future République islamique du Frankistan.

[...]

<https://resistancerepublicaine.com/2019/11/12/quand-les-islamistes-exigent-la-protection-de-letat-et-la-surveillance-des-islamophobes/>

.

Depuis, silence radio dans toute la presse. C'est un non événement, c'est normal, même, dirait-on. Et, pourtant, c'est le lancement officiel "d'un Etat dans l'Etat".

.

Sauf pour Valeurs actuelles qui a consacré un article

intitulé *“Le plan islamophobie” : l’incroyable lobbying du site lesmusulmans.fr*” au problème. Résumant lui aussi la situation : ils veulent *“changer la société française”* , rien que ça. Le plan serait *“inquiétant”* selon une source policière (mais il semble que Muhammad ne soit pas inquiété par Belloubet ni par Castaner...).

Il s’agit en effet d’un *“plan d’ampleur dont victimisation et condamnation de l’islamophobie sont les leviers essentiels”* . Et la plate-forme lesmusulmans.fr est donc la structure permettant aux musulmans d’être représentés *“en tant que musulmans”* .

Voilà, voilà, voilou...

.

Extraits de l’article de Valeurs actuelles , se reporter à l’article pour tous les passages [...]

“Le plan islamophobie” : l’incroyable lobbying du site lesmusulmans.fr

Par

[Arnaud Antonelli](#)

Publié le 26/11/2019 à 14:58

[...]

Un plan sociétal, politique et médiatique en cinq volets

▪ Une révolution législative et institutionnelle

Les entités visées par le volet institutionnel sont aussi nombreuses que politiques. **Renversement de la hiérarchie des normes, droit de regard sur le législatif, forme de censure apparente au nom d’une islamophobie fantasmée et unilatéralement définie** : un packaging alléchant.

1 – Veiller à l'établissement de « *conventions contractuelles et transparentes décrivant les modalités de coopération entre les ONG antiracistes et l'État sur la base de critères objectifs* » pour permettre une « *meilleure prise en compte des réalités de terrain* ». L'on comprend aisément, ici, qu'il s'agit de remettre en cause les chiffres officiels contestés par ce qu'ils nomment « *la réalité* ». L'État serait-il donc adroitement accusé de mentir par idéologie ?

2 – « *Mise en place d'une commission parlementaire mixte contre l'islamophobie* » qui devra gérer la « *mise en œuvre du plan ici présenté* ». S'il ne s'agit pas d'une injonction, ça en a tout l'air. « *Cette commission aura également la possibilité de dresser un bilan des lois ayant eu un impact sur les communautés musulmanes* ». Un droit de regard sur le législatif, donc.

3 – « *Démantèlement de tout dispositif abusif, criminalisant des pratiques religieuses ou non-conformes au strict respect des libertés fondamentales* ». Là encore, la pyramide des normes n'est pas la même pour tous. De là à ce que le religieux soit considéré comme « *supra* » vis-à-vis de la loi ?

4 – Définir un cadre d'expression – unilatéralement – quant à l'islamophobie, en élaborant et en adoptant « *une définition opérationnelle de l'islamophobie, comme l'ensemble des discriminations et violences contre des personnes et institutions, en raison de leur appartenance réelle ou supposé à la religion musulmane* ».

▪ **Préempter l'espace médiatique**

C'est à un véritable **“putsch”** que souhaite se livrer l'association en réformant les médias de service public, en élargissant les prérogatives du CSA, en **imposant une « personnalité musulmane »** lors des débats et en s'assurant de leur représentativité à l'antenne.

[...]

▪ Changer la vie publique

Le communautarisme vanté par cet apparent lobby revêt la forme d'une action bien connue Outre-Atlantique, et embrasse la volonté d'extrapoler ce phénomène à la société française. Y est spécifié un point exigeant « *l'inclusion des femmes musulmanes* », signifiant donc que ces dames seraient, aujourd'hui, exclues. Une volonté de créer un clivage ?

[...]

▪ Faire de l'islam un acteur majeur et indispensable

Le « plan islamophobie », c'est également une batterie de mesures tentaculaires qui rejoignent des domaines clefs, parmi l'enseignement et la justice. Formation des enseignants, prise en compte du prisme religieux en matière de santé, formation de relais au sein de la population pour faciliter les plaintes, imbrications au sein du domaine de l'entreprise...Florilège.

Enseignement. Volonté de mettre à disposition les avis de l'Observatoire de la laïcité et les décisions de justice « *relatives au fait religieux* » pour les enseignants, avant d'exiger une « *formation* » de ceux-ci au « *strict respect de ces décisions* ».

Santé. « *Rappel des chartes de respect des patients en milieu hospitalier* », avec respect de « *la dignité et du culte des patients* », mais aussi de leurs « *régimes alimentaires* ». A chaque communauté son traitement, son menu et son rapport à la féminité ?

[...]

▪ Victimisation judiciaire et internationale

Si la France ne remplit pas les conditions exigées par l'association, la consigne est donnée de saisir les organisations internationales. Les dénonciations de paroles et actes jugés islamophobes augmenteraient massivement et

viendraient engorger les tribunaux avec des saisies « *systématiques* ». L'idée étant d'accoucher d'une « *boucle d'alerte citoyenne* ». Une forme de repli assumée.

1 – « *Envoyer un signal fort et dissuasif [avec la] création d'une commission dédiée à l'islamophobie au sein de la DILCRAH* » (Délégation Interministérielle à la Lutte Contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine anti-LGBT, NDLR) et souhait de « *saisie systématique du procureur de la République lors de discours de haine contre les musulmans* ». Une vaste campagne de victimisation systématique visant à empêcher toute critique constructive de l'islam ?

2 – Mettre la France en porte-à-faux vis-à-vis de l'Europe et de l'ONU dès qu'il est possible de le faire, en alertant et saisissant systématiquement « *toutes les organisations internationales compétentes en cas de non-respect par l'État français des engagements pris* ». Comprendre : si le laxisme étatique continue de gêner, c'est à la strate supérieure (dans les [normes de la pyramide de Kelsen](#)) qu'il faut s'adresser.

▪ Une confiance en l'Etat inexistante : la guerre des chiffres est lancée

1 – « *Selon les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur, les atteintes aux lieux chrétiens, représentaient en 2012 81,4% des atteintes aux édifices et aux sépultures religieux (543 actes sur 667)* », trouvait-on dans l'inénarrable *Libération* (Desintox, 2015). C'est pourtant à la « *sécurisation des mosquées* » que souhaite remédier le lobby, avec « *allocation d'un budget de sécurisation des lieux de culte musulmans* », « *formation des équipes animant ces mosquées* », et « *mise à disposition systématique d'un point de contact policier et préfectoral* »...Rien que ça. Disposer d'un officier de police devant chaque mosquée, c'est remporter une victoire double et décisive dans l'espace public et dans l'opinion ; c'est s'ériger en victimes visibles.

2 – « *Identification des groupuscules islamophobes, surveillance des éléments les plus actifs et démantèlement* » de ceux-ci. Rappelons que « *L'islamophobie n'est pas punie en tant que telle en France* » (le Monde, janvier 2015), si tant est qu'il peut être apporté la preuve qu'il ne s'agit pas d'une incitation à la haine.

[...]

Une excroissance de la controversée CCIF ?

Si le plan recense classiquement appels aux dons et adhésions, un autre point suscite l'interrogation ; le texte exhorte le lecteur à rejoindre la plateforme du CCIF, [le très controversé Collectif contre l'Islamophobie](#) en France.

L'association, fondée en 2003, est « *directement issue des jeunes réislamisés par les réseaux fréristes et accompagnés par Tariq Ramadan* », des dires du spécialiste de l'islam Bernard Godard. Une analyse complétée par un jugement rendu par le Tribunal de Grande Instance de Paris en juin 2019, dans le cadre de l'affaire Isabelle Kersimon. Cette dernière avait fait l'objet d'une attaque en diffamation par le CCIF, pour avoir lié les Frères musulmans à l'association. La décision judiciaire [a donné raison à la journaliste](#), créant probablement là une jurisprudence notable. Marwann Muhammad, [qui prend la parole en guest-star](#) dans la vidéo présentant le projet, se fait le vecteur d'une idéologie inquiétante. En 2011, au cours d'une conférence, Muhammad dit au sujet des musulmans de France, victimes de racisme : « *Voilà une population qui n'a pas envie de se soumettre au mode de vie pratiqué ici. Voilà des gens qui ont dit non, ma femme ou ma fille ne sera pas un objet sexuel dans cette société. Elle ne se mettra pas nue pour vendre du yahourt* », lançait ce vrai faux-féministe. « [Non, je ne crois pas dans votre idéal](#) ». C'est lui qui fut à l'initiative du slogan « Allahu Akbar » lors de la manifestation contre l'islamophobie le 10 novembre dernier. Un slogan de paix, de

ses dires.

Parmi le « comité scientifique » figure Said Bouamama, cofondateur du Front uni des immigrations et des fronts populaires, [un site charmant](#) qui se présente comme « une organisation qui milite pour créer une force autonome des immigrations et des quartiers populaires ». Sociologues, chercheurs détachés du CNRS, militants associatifs et autre démographe figurent dans ledit comité de l'association, dont le travail de lobbying d'ampleur a de quoi faire pâlir. « Ce plan sert à définir et à mettre en œuvre une vision d'ensemble de la lutte contre l'islamophobie, en permettant à chacun d'y prendre part. Nous renforçons ainsi la coopération entre les structures et les institutions, tout en permettant aux citoyens et musulmans lambda de s'impliquer et de se responsabiliser. » Une forme de sécession à peine voilée ? « Les médias, les institutions, les parties politiques, les entreprises ne jouent pas leur rôle » aux yeux de l'association. De quoi proposer une batterie de mesures incroyables.

« L'ensemble de la démarche s'inscrit dans un esprit constructif et indépendant », est-il enfin renseigné dans les conclusions. D'aucuns qualifieront celle-ci de communautariste... voire de séparatiste.